

## JAPON

L'écart de revenu par rapport aux pays les plus performants reste très sensible en raison d'un net retard de productivité dans les services. Le programme concernant les « zones spéciales », lancées en 2002, a favorisé la réforme structurelle, mais d'autres réformes sont nécessaires au niveau national, surtout dans les domaines évoqués ci-après.

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### Assouplir la réglementation dans les industries de réseau

La concurrence est limitée dans les industries de réseau, le Japon obtenant les plus mauvais résultats parmi les pays membres de l'OCDE pour les indicateurs de l'OCDE qui mesurent les restrictions juridiques à l'entrée, le degré d'intégration verticale et l'indépendance des autorités sectorielles de régulation. Cela a un effet négatif sur la productivité des industries de réseau et, plus généralement, sur celle de l'ensemble de l'économie.

**Mesures prises :** la scission de la Poste japonaise en quatre sociétés, en 2007, marque la première étape de la privatisation de cette entreprise. L'abaissement du seuil à partir duquel les consommateurs peuvent choisir leur fournisseur a intensifié la concurrence dans le secteur du gaz à partir de 2007. Dans le cadre de l'initiative « Porte d'entrée pour l'Asie », le Japon a conclu des accords bilatéraux avec sept pays afin d'accroître le nombre de ses vols. Depuis mars 2008, il n'y a plus de prix plancher pour les billets d'avion.

**Recommandations :** mettre en place des autorités indépendantes de régulation pour favoriser la concurrence dans l'électricité et le gaz, et augmenter encore la proportion des consommateurs pouvant choisir librement leur fournisseur. Supprimer les obstacles réglementaires qui subsistent pour les activités des nouveaux entrants et poursuivre activement, par des mesures de séparation juridique, le démantèlement des opérateurs historiques verticalement intégrés. Faire jouer les mécanismes de marché pour l'attribution des créneaux d'atterrissage aux aéroports afin d'utiliser pleinement les capacités et de réduire les barrières à l'entrée, tout en favorisant la privatisation de la gestion des aéroports. Achever la privatisation de la Poste japonaise à moyen terme.

#### Réduire le soutien à la production agricole

Le soutien aux producteurs agricoles reste deux fois supérieur à celui observé en moyenne dans la zone de l'OCDE. Il se traduit par le maintien de ressources dans des activités faiblement productives, fausse les échanges et maintient les prix à la consommation des produits agricoles bien au-dessus des prix mondiaux.

**Mesures prises :** aucune mesure n'a été prise depuis que le gouvernement a mis en place trois nouveaux dispositifs de paiements directs, en partie pour mieux cibler l'aide sur les exploitations les plus grandes et les plus efficaces. Le régime de prix administrés pour le blé et l'orge a été assoupli. La part du soutien des prix du marché dans l'aide totale aux producteurs agricoles était encore très élevée; elle atteignait 93 % en 2005-07.

**Recommandations :** réduire encore le niveau du soutien à l'agriculture tout en privilégiant les aides directes aux exploitants par rapport au soutien des prix du marché, afin de moins fausser les décisions en matière d'échanges et de production.

#### Réformer la législation protectrice de l'emploi pour les salariés sous contrat à durée indéterminée

La forte proportion de travailleurs sous contrat à durée déterminée, qui est passée de 27 % en 2001 à 34 % en 2007, freine la formation en entreprise bénéfique pour la croissance et pour l'adoption des nouvelles technologies. Cela pose également des problèmes d'équité, car les titulaires de ces emplois n'ont qu'une couverture sociale partielle et se trouvent dans une situation précaire.

**Mesures prises :** aucune mesure n'a été prise pour assouplir la législation protectrice de l'emploi applicable aux travailleurs sous contrat à durée indéterminée, la loi de 2008 sur le contrat de travail s'étant bornée à entériner la jurisprudence. La mise en œuvre de la loi de 2008 concernant les travailleurs à temps partiel (qui représentent la majeure partie des travailleurs sous contrat à durée déterminée) devrait notamment assurer un traitement plus équilibré de l'emploi à temps partiel et de l'emploi à temps plein à durée indéterminée, bien qu'elle puisse décourager le recrutement des travailleurs à temps partiel.

**Recommandations :** assouplir la protection de l'emploi dont bénéficient les travailleurs sous contrat à durée indéterminée, de façon à remédier à l'incitation à éluder un régime rigoureux de licenciement en embauchant en contrat à durée déterminée. Élargir les assurances sociales à un plus grand nombre de travailleurs sous contrat à durée déterminée, de manière à réduire l'écart de coût de main-d'œuvre, tout en améliorant leurs possibilités de formation.

### Autres grandes priorités

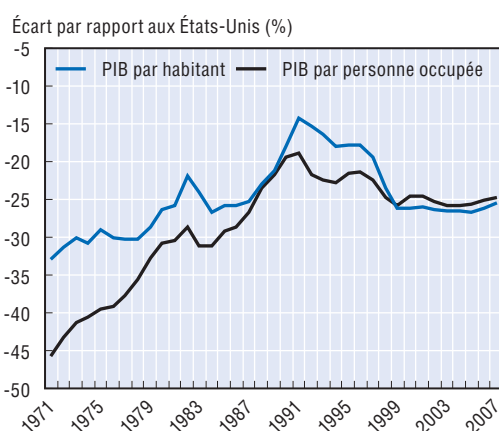
- **Réforme fiscale.** Il faudrait que le système fiscal repose davantage sur les impôts indirects. Il faudrait aussi diminuer les taux de l'impôt sur les sociétés et élargir l'assiette des impôts directs afin d'éliminer les éléments qui faussent la répartition du capital et freinent l'offre de main-d'œuvre.
- **Restrictions à l'investissement étranger.** Afin d'attirer plus d'investissements directs étrangers, ouvrir entièrement à toutes les entreprises le marché des fusions et acquisitions, limiter les restrictions aux prises de participation étrangères qui se fondent sur des motifs de sécurité nationale et des motifs stratégiques, et assouplir la réglementation des marchés de produits, surtout dans les services et dans les industries de réseau.

## JAPON

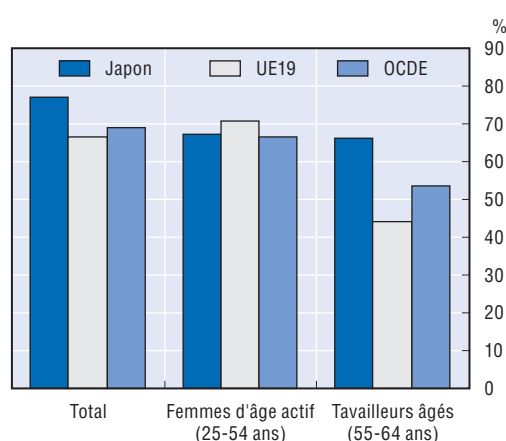
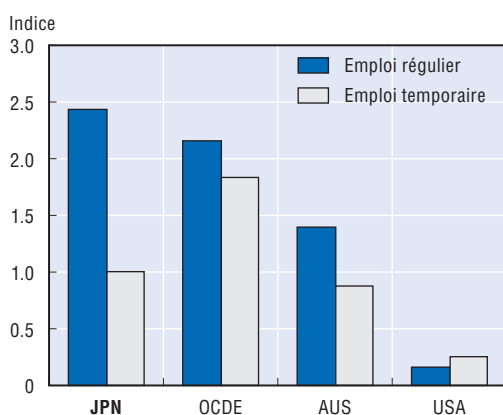
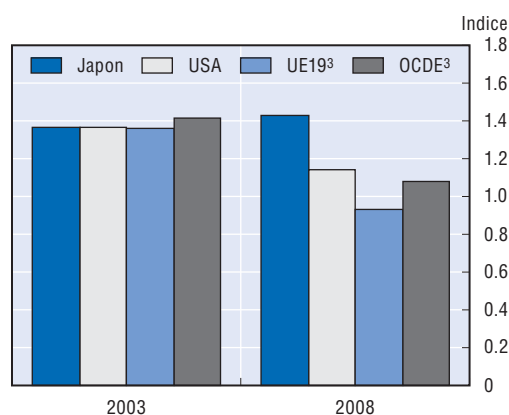
## Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance tendancielle, en pourcentage

	1997-2007	1997-2002	2002-2007
PIB par habitant	1.1	0.9	1.2
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	-0.7	-0.9	-0.5
dont : Taux d'emploi	-0.2	-0.2	-0.2
Nombre moyen d'heures travaillées	-0.4	-0.7	-0.2
Productivité du travail	1.8	1.9	1.7
dont : Intensité capitalistique	0.6	0.8	0.4
Productivité multifactorielle	1.2	1.1	1.3

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2008/2, n° 84.A. Les écarts de PIB par habitant et de productivité se maintiennent à un niveau élevé<sup>1</sup>

## B. Les taux d'emploi sont élevés bien que proches de la moyenne de l'OCDE pour les femmes, 2007

C. La législation sur la protection de l'emploi est restrictive, 2006<sup>2</sup>D. Les obstacles juridiques à l'entrée dans les industries de réseau ont augmenté<sup>2</sup>

1. Écarts en pourcentage avec le PIB par habitant et par personne occupée des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. L'indicateur varie sur une échelle de 0 à 6, du degré de restriction le plus faible au plus élevé.
3. À l'exclusion de la Grèce, de l'Irlande et de la République slovaque.

Source : Graphique A : OCDE, *Base de données des comptes nationaux*; graphique B : OCDE, *Base de données des statistiques de la population active*; graphique C : OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE et estimations de l'OCDE*; graphique D : OCDE, *Base de données sur la réglementation des marchés de produits*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/533826616320>